ASSEMBLÉE NATIONALE

29 janvier 2018

FIN DE VIE DIGNE - (N° 517)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 71

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 3

Supprimer l'alinéa 23.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le patient, bien que conscient de son état, n'a pas l'expertise nécessaire pour juger de cet unique recours, le rôle du médecin est justement de lui faire prendre conscience que d'autres solutions sont mises en place pour des soins mieux adaptés. La « conviction » se fonde sur un critère purement subjectif et la mort n'est jamais la seule solution envisageable. Des Unités de Soins Palliatifs (USP) au nombre de 122 en 2012, viennent envisager d'autres solutions d'accompagnement et de lutte contre le douleur jusqu'à la fin de vie naturelle.